



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 173N/2026 - Page 1 / 2

REGLEMENTATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
STATIONNEMENTS POUR UN DEMENAGEMENT
68, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
LE 29 SEPTEMBRE 2026

Le Maire de la Commune de Neauphle-le-Château,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-6,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1,
Vu le Code de la Route, notamment les articles L 411-1 et R 417-10,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Considérant la demande en date du 17 septembre 2026, formulée par la société LES DEMENAGEURS BRETONS, sise 26F, avenue des Frères Lumière 78190 Trappes, d'autorisation d'occuper le domaine public pour effectuer un déménagement au 68, avenue de la République 78640 Neauphle-le-Château, avec réservation de places de stationnement,
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Le bénéficiaire, la société LES DEMENAGEURS BRETONS, sise 26F, avenue des Frères Lumière 78190 Trappes, est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

Occupation du domaine public pour effectuer un déménagement au 68, avenue de la République 78640 Neauphle-le-Château, avec réservation de 2 places de stationnement.

Le 29 septembre 2026.

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Stationnement et circulation

Le bénéficiaire est autorisé à réserver les 2 places de stationnement contigües situées à gauche de l'entrée carrossable du 68, avenue de la République 78640 Neauphle-le-Château pendant la période de déménagement.

Le stationnement est interdit et considéré comme gênant, au sens du Code de la route, sur les places réservées pour tous les véhicules autres que ceux du demandeur.

Article 3 : Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra s'assurer de sécuriser son installation conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

A l'issue de déménagement, aucun dépôt sur le domaine public ne sera toléré sous peine de poursuites pénales et administratives.





ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 173N/2026 - Page 2 / 2

Article 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une **durée d'un jour, le 29 septembre 2026**.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire présente autorisation. En l'absence d'état des lieux initial, le domaine public sera considéré comme ayant été neuf avant l'usage de l'autorisation d'occupation délivrée.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Neauphle-le-Château.

Article 7 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8 : Madame La Maire de la commune de Neauphle-le-Château, le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Jouars-Pontchartrain, le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à Neauphle-le-Château, le 17 septembre 2026



Madame la Maire

Sandrine KESLER